

FE.-
REPUBLIQUE DU BENIN

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DECRET N° 2005-247 DU 06 MAI 2005

portant agrément de la **Société Industrielle d'Acier du Bénin (SIAB)** SA, au régime " B " du Code des Investissements pour son projet de transformation des métaux au PK 13 route de Porto-Novo

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT,
CHEF DU GOUVERNEMENT,**

- Vu** la loi n°90-032 du 11 décembre 1990 portant Constitution de la République du Bénin ;
- Vu** la loi n°90-002 du 09 mai 1990 portant Code des Investissements ;
- Vu** la loi n° 90-033 du 24 décembre 1990 modifiant les articles 34, 41, 43, 47, 49, 51, 59, 62 et 74 de la loi n° 90-002 du 09 mai 1990 portant Code des Investissements ;
- Vu** la Proclamation le 03 avril 2001 par la Cour constitutionnelle des résultats définitifs de l'élection présidentielle du 22 mars 2001 ;
- Vu** le décret n°2005-052 du 04 février 2005 portant composition du Gouvernement ;
- Vu** le décret n° 98-453 du 08 octobre 1998 fixant les modalités d'application de la loi n° 90-002 du 09 mai 1990 portant Code des Investissements modifiée par la loi n° 90-033 du 24 décembre 1990 ;
- Sur** proposition du Ministre d'Etat chargé de la Planification et du Développement après avis de la Commission Technique des Investissements ;
- Le** Conseil des Ministres entendu en sa séance du 27 avril 2005 ;

D E C R E T E

Article 1er : Le projet d'extension de l'unité de transformation de métaux de la Société Industrielle d'Acier du Bénin (SIAB) SA est agréé au régime "B" du Code des Investissements pour compter de la date de signature du présent Décret pour :

- une période de trente (30) mois au cours de laquelle la Société Industrielle d'Acier du Bénin (SIAB-SA) doit réaliser son programme d'investissement agréé et,
- une période de cinq (05) ans pour l'exploitation.

Article 2 : L'activité, pour laquelle le régime "B" est octroyé, se rapporte exclusivement à la fabrication de produits sidérurgiques.

Article 3 : Les éléments à exonérer sont :

- Une (01) Ligne de coupe pour tôle plane noire de 0,8 à 4 mm ;
- Une (01) Machine à fabriquer le fil barbelé ;
- Deux (02) Machines à fabriquer le grillage ;
- Une (01) Machine à fabriquer le gabion ;
- Une (01) Machine à onduler la tôle ;
- Une (01) Ligne de coupe en longueur ;
- Une (01) Machine à fabriquer la tôle bac avec système de coupe ;
- Deux (02) Machines de tréfilage à sec équipées de sept têtes ;
- Quatre (04) Machines de tréfilage à bain ;
- Un (01) Four de cuisson de fil ;
- Deux (02) Machines d'assemblage des clous ;
- Une (01) Presse pour les rondelles de clous ;
- Une (01) Redresseuse coupeuse de tige ;
- Une (01) Machine de filetage de tige ;
- Une (01) Presse pour cavaliers et rondelles ;
- Deux (02) Bains de galvanisation à froid ;
- Une (01) Centrifugeuse ;
- Trois (03) Profileuses de lame ;
- Une (01) Presse ;
- Une (01) Onduleuse de tube ;
- Deux (02) Presses équipées de moules ;
- Une (01) Profileuse de rail ;
- Une (01) Cisaille de tôle ;
- Une (01) Plieuse de tôle ;
- Une (01) Perceuse à colonne ;
- Un (01) Poste à souder autonome ;
- Deux (02) Postes à souder électrique ;
- Quatre (04) Ponts roulants mono poutre avec palan 6.3 tonnes ;
- Deux (02) Ponts roulants mono poutre avec palan 12.5 tonnes ;
- Dix (10) Coffrets de commandes électriques ;

- Dix (10) Rouleaux de câbles électriques ;
- Deux (02) Armoires électriques ;
- Un (01) Groupe électrogène ;
- Quatre (04) chariots élévateurs de 110 cv ;
- Une (01) bâchée pick up de 9 cv ;
- Un (01) lot de pièces de rechange ;

Article 4 : Les avantages accordés sont :

1- Pendant la période de réalisation des investissements, exonération des droits et taxes perçus à l'entrée à l'exception de la Taxe de Voirie, de la Redevance Statistique, du Prélèvement Communautaire de Solidarité et du Prélèvement Communautaire sur tous les éléments cités à l'article 3 ci-dessus et sur les pièces de rechange spécifiques aux équipements importés dans la limite d'un montant égal à 15 % de la valeur CAF des équipements.

2- Pendant la période d'exploitation et pour une durée à préciser dans l'Arrêté Conjoint du Ministre chargé de la Planification et du Développement et du Ministre chargé de l'Industrie, constatant la fin de la réalisation du programme d'investissement :

- * exonération de l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC) ;
- * exemption des droits et taxes de sortie applicables aux produits sidérurgiques fabriqués et exportés par la Société Industrielle d'Acier du Bénin (SIAB) SA.

Article 5: Les matières premières et emballages importés par la Société Industrielle d'Acier du Bénin (SIAB) SA dans le cadre du bénéfice du Code des Investissements sont soumis au régime de droit commun donc passibles des droits et taxes en vigueur.

Toutefois, la Société Industrielle d'Acier du Bénin (SIAB) SA bénéficiera d'une restitution desdits droits et taxes (DRAWBACK) conformément aux dispositions du Code des Douanes sur les matières premières et emballages importés entrant dans la fabrication de produits sidérurgiques, exportés et sous réserve du respect de la réglementation en vigueur en la matière.

Article 6 : Conformément aux dispositions de l'article 49 de la loi n° 90-002 du 09 mai 1990 portant Code des Investissements, la Société Industrielle d'Acier du Bénin (SIAB) SA bénéficiera d'une exonération des droits et taxes perçus à l'entrée à l'exception de la Taxe de Voirie, de la Redevance Statistique, du Prélèvement Communautaire de Solidarité et du Prélèvement Communautaire sur les lubrifiants, le gas-oil et le fuel oil utilisés comme matières consommables.

Article 7 : Pendant la période d'agrément et conformément aux dispositions des articles 33, 34, 35, 36, 51 et 52 du Code des Investissements, la Société Industrielle d'Acier du

Bénin (SIAB) SA est tenue de respecter les obligations incombant aux bénéficiaires d'un régime privilégié du Code des Investissements. Elle doit en particulier :

- réaliser ses programmes d'investissements et de production contenus dans son dossier agréé ;
- utiliser un personnel comprenant au moins vingt (20) Agents Béninois et affecter au moins 60 % de la masse salariale totale au personnel béninois du projet ;
- tenir une comptabilité régulière et conforme au système comptable OHADA quel que soit le chiffre d'affaires réalisé ;
- sauvegarde les conditions écologiques, en particuliers l'environnement ;
- poursuivre les objectifs économiques, commerciaux et sociaux du projet d'extension de son unité de fabrication de produits sidérurgiques pendant au moins cinq (05) ans après l'expiration de la période d'agrément dudit projet.

Article 8 : dans le cadre de ses activités, la Société **Industrielle d'Acier du Bénin (SIAB) SA** est tenue de prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la protection, l'amélioration et une bonne gestion de son environnement notamment en ce qui concerne le traitement des eaux usées, des ordures et autres déchets générés par son unité.

Article 9 : Conformément aux dispositions de l'article 17 du code des investissements, la **Société Industrielle d'Acier du Bénin (SIAB) SA** doit séparer les installations physiques, le personnel et la comptabilité du projet d'extension de son unité de fabrication de produits sidérurgiques, objet du présent décret, de ceux relatifs à toutes ses autres activités antérieures ou ultérieures.

Article 10 : La **Société Industrielle d'Acier du Bénin (SIAB) SA** doit se conformer aux dispositions de la loi n° 90-002 du 09 mai 1990 portant Code des Investissements modifiée par la loi n° 90-033 du 24 décembre 1990 et du décret n° 98-453 du 08 octobre 1998 fixant les modalités d'application dudit Code.

Article 11 : Le règlement des litiges qui résulteraient de l'application du présent décret se fera conformément aux dispositions des articles 73 et 74 de la loi n° 90-002 du 09 mai 1990 portant Code des Investissements, modifiée par la loi n° 90-033 du 24 décembre 1990.

Article 12 : Le Ministre d'Etat chargé de la Planification et du Développement, le Ministre des Finances et de l'Economie, le Ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Promotion de l'Emploi, le Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche et le Ministre de la Fonction Publique, du Travail et de la Réforme Administrative sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent Décret qui sera publié au Journal Officiel.-

Fait à Cotonou, le 06 mai 2005

Par le Président de la République,
Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement,



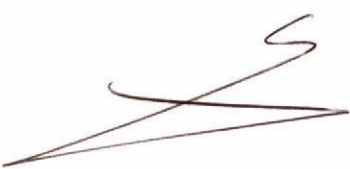
Mathieu KEREKOU.-

Le Ministre d'Etat chargé de la
Planification et du Développement



Zul Kifl SALAMI

Le Ministre des Finances et
de l'Economie,



Cosme SEHLIN.-

Le Ministre de l'Industrie, du
Commerce et de la Promotion
de l'Emploi,



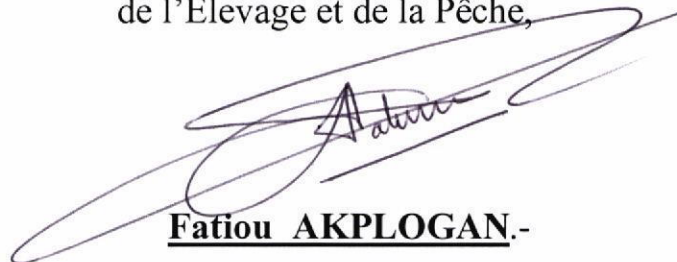
Massiyatou LATOUNDI LAURIANO.-

Le Ministre de la Fonction Publique, du
Travail et de la Réforme Administrative,



Boubacar AROUNA.-

Le Ministre de l'Agriculture,
de l'Elevage et de la Pêche,



Fatiou AKPLOGAN.-

AMPLIATIONS : PR 6 AN 4 CC 2 CS 2 HAAC 2 CES 2 MECPD 4 MFPTRA
4 MICPE 4 MFE 4 MAEP 4 AUTRES MINISTERES 16 DGBM-DCF- DGTCP-
DGID- DGDDI 5 BN-DAN-DLC 3 GCONB-DCCT-INSAE 3 BCP-CSN -IGAA
3 UAC-ENAM-FADESP 3 UNIPAR-FDSP 02 JO 1.